

RAPPORT ANNUEL 2006



**Banque Espirito Santo
et de la Vénétie**

45, AVENUE GEORGES MANDEL · PARIS XVI

Sommaire

4	La Banque Espírito Santo et de la Vénétie
7	Message du Président
8	Rapport du Conseil d'Administration
22	Bilan au 31 décembre 2006
24	Compte de Résultat
25	Notes annexes aux Comptes Sociaux
44	Renseignements concernant les filiales et les participations
46	Résultats (et autres éléments caractéristiques) de la Société au cours des cinq derniers exercices
48	Rapports des Commissaires aux Comptes
54	Assemblée Générale Ordinaire du 26 avril 2007 - Résolutions

Les Actionnaires

► **GROUPE ESPÍRITO SANTO** **82%**

ESPÍRITO SANTO FINANCIÈRE SA - ESFIL 42%

ES TECH VENTURES 40%

(holding qui regroupe les participations internationales du BES) société détenue à 100 % par le BANCO ESPÍRITO SANTO

► **INTESA SANPAOLO-SPA** **18%**

Espírito Santo Financière SA – ESFIL est une filiale de Espírito Santo Financial Group qui est située au Luxembourg depuis 1975.

Coté aux bourses de Londres et de New-York, Espírito Santo Financial Group est le holding qui détient les intérêts financiers du Groupe Espírito Santo en Europe et dans le monde. Le groupe est présent dans 21 pays et son fleuron est le Banco Espírito Santo créé en 1884, dont le siège est à Lisbonne.

Le Conseil d'Administration et la Direction

<i>Président Honoraire</i>	ANTÓNIO LUÍS ROQUETTE RICCIARDI
<i>Président du Conseil d'Administration</i>	CHRISTIAN P. MÉNARD
<i>Administrateur Directeur Général Délégué</i>	JOAQUIM GERMOND DE SÁ NOGUEIRA
<i>Administrateur</i>	JOSÉ MANUEL ESPÍRITO SANTO SILVA
<i>Administrateur</i>	RICARDO ESPÍRITO SANTO SILVA SALGADO
<i>Administrateur</i>	LAURA FEBBRARO
<i>Administrateur</i>	ANTONIO GARAMBO
<i>Administrateur</i>	JACKSON B. GILBERT
<i>Administrateur</i>	PHILIPPE GUIRAL
<i>Administrateur</i>	PEDRO MENÉRES CUDELL
<i>Administrateur</i>	ALAIN MORVAN
<i>Administrateur</i>	MÁRIO MOSQUEIRA DO AMARAL
<i>Administrateur</i>	PIERO ZANETTIN

<i>Président Directeur Général</i>	CHRISTIAN P. MÉNARD
<i>Directeur Général Délégué</i>	JOAQUIM GERMOND DE SÁ NOGUEIRA
<i>Secrétaire Général</i>	GUILLAUME DE CHALUS
<i>Directeur du Département "Corporate"</i>	CHRISTIAN GIRARD
<i>Directeur des Activités de Marché et Opérationnelles</i>	SILVANO DE BORTOLI
<i>Directeur des Ressources Humaines</i>	SERGE DELÉTRÉ
<i>Directeur des Risques Juridiques et des Engagements</i>	FRANÇOIS-NOËL PUZIN
<i>Contrôleur</i>	DIDIER VIDAUD
<i>Directeur du Département des Particuliers</i>	JORGE CRAVO

Les Commissaires aux Comptes

<i>Titulaire</i>	ADG INTERNATIONAL (Paul Duclos)
<i>Titulaire</i>	KPMG AUDIT (Valéry Foussé)
<i>Commissaires suppléants</i>	ALBERT ZARAGOCI, SCP JEAN CLAUDE ANDRÉ

Message du Président

2006 a été une excellente année pour la BESV.

La progression des financements d'opérations immobilières a permis de compenser une attitude plus sélective pour les financements à effet de levier et même d'obtenir une progression de 5% des emplois.

Les revenus récurrents ont progressé de 12,2% pour atteindre 31,55 millions d'euros.

L'augmentation des frais généraux a été contenue à 3,9%, en dépit du renforcement des équipes et des investissements dans les systèmes d'information rendus nécessaires par le développement des financements immobiliers et les impératifs de Bâle II.

Le résultat d'exploitation a ainsi atteint 16,7 millions d'euros, soit un accroissement de 21 % par rapport à 2005, et le résultat net 8,2 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation a été encore amélioré passant de 50,9% à 47,1%.

En normes IFRS, le résultat net atteint 9 millions d'euros contre 7,9 millions d'euros en 2005, soit une progression de 14 %, et la rentabilité des fonds propres a atteint 11,5% contre 10,4% en 2005.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Ménard', written over a horizontal line.

CHRISTIAN P. MÉNARD

Rapport du Conseil d'Administration

Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale, conformément aux statuts, pour vous présenter et soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Les résultats obtenus par votre société sont une nouvelle fois en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent.

Le PNB récurrent augmente de 12,2 % pour s'établir à 31,553 millions d'euros tandis que les frais généraux récurrents ne progressent que de 3,9 %. En conséquence, le résultat d'exploitation récurrent s'accroît de 20,9 % pour atteindre 16,697 millions d'euros. Le résultat avant participation et impôt sur les sociétés s'élève à 15,058 millions d'euros contre 10,818 millions d'euros pour 2005. En revanche le résultat net après impôt et participation des salariés est en légère baisse par rapport à l'exercice précédent compte tenu de la comptabilisation d'impôt sur les sociétés à hauteur de 6,182 millions d'euros et de la prise en compte de la participation des salariés pour un montant de 0,669 millions d'euros. En 2005 l'absence d'impôt sur les sociétés et de participation des salariés était liée à la constitution de dotations aux provisions sur clients douteux déductibles et à la reprise de provisions non déductibles. En 2006 le bénéfice net s'élève à 8,208 millions d'euros. Par ailleurs le coefficient d'exploitation récurrent a été une nouvelle fois réduit pour atteindre 47,1 % (50,9 % en 2005).

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Depuis plusieurs années la croissance de l'économie mondiale était stimulée par l'économie américaine. Mais, en 2006, les Etats-Unis ont donné quelques signes d'essoufflement, en raison notamment du retournement du marché immobilier et de la hausse du prix du pétrole. Avec

une croissance du PIB de 3,3 %, les USA devançant cependant l'Europe (2,6 %) et le Japon (2,4 %). En revanche les pays émergents ont connu une croissance très forte avec en premier lieu la Chine (10,7 %) suivie par l'Inde (8,3 %), la Russie (6,5 %) et le Brésil (3,6 %). Ce dynamisme permet d'expliquer la santé satisfaisante de l'économie mondiale dont la croissance du PIB atteint les 5 %. Néanmoins, il révèle également l'écart grandissant entre les pays industriels et les pays émergents.

Ainsi, l'économie américaine semble avoir amorcé, en 2006, la fin du cycle de croissance commencé trois ans auparavant. Ce fléchissement s'explique par le reflux du marché immobilier, l'endettement des ménages américains et la hausse du coût des produits énergétiques et des matières premières. Craignant une reprise de l'inflation (3,2 %), la Réserve Fédérale a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire et a relevé son taux directeur à plusieurs reprises. En août et après avoir atteint 5,25 %, la FED a mis fin à la plus longue hausse de taux d'intérêt de l'histoire moderne américaine. Le taux de chômage est passé de 5 % fin 2005 à 4,5 % fin 2006. Le déficit de la balance courante bien que stabilisé avoisine le chiffre record de 800 milliards de dollars et risque de peser sur la stabilité de l'économie mondiale.

Après avoir connu un solide développement en 2005, la Chine a réussi à faire mieux en 2006 devenant la quatrième puissance économique mondiale avec une croissance de 10,7 %, un taux d'inflation de 2,5 %, un taux de chômage de 4,2 % et un excédent de la balance commerciale de plus de 170 milliards d'euros. Plusieurs mesures de resserrement de la politique monétaire ont été prises en 2006 en vue de réduire les tensions excessives apparues dans son économie, mais sans grand succès apparent. Aujourd'hui, malgré une forte disparité du développement économique à l'intérieur de ses frontières, la Chine continue à accumuler les performances et est en passe de devenir la troisième puissance économique mondiale. L'économie japonaise continue très lentement à se redresser. La consommation intérieure montre des signes

de reprise amenant la Banque du Japon à mettre fin à sa politique de taux zéro.

L'Union Européenne, forte de 27 membres au 1er janvier 2007, a enregistré une croissance du PIB de 2,6 % mais avec des performances contrastées. Les pays de l'Est se sont montrés plus dynamiques que les pays de la Zone Euro. Avec une inflation de 2,2 %, un déficit public de 2,0 % et un taux de chômage de 8,5 %, l'Union Européenne affiche une performance moyenne expliquant notamment les difficultés d'intégration, de compétitivité et de mise en place de politiques économiques, sociales et fiscales communes.

En France, 2006 s'est avérée être une année en demi-teinte avec une croissance du PIB de 2,1 % meilleure que 2005 mais en dessous de la moyenne de l'Union Européenne. La consommation des ménages a été soutenue, le chômage a régressé et est passé en dessous des 9 % de la population active.

La devise européenne, sous l'effet de plusieurs hausses de son taux directeur passant de 2,25 % fin 2005 à 3,50 % fin 2006, s'est appréciée de plus de 11 % par rapport au dollar et termine l'année autour de 1,32 \$ pour un Euro. La devise américaine reste toujours sous la menace d'une diversification des réserves en devises des puissances asiatiques notamment de la Chine qui accumule des surplus importants de sa balance commerciale principalement vis-à-vis des USA.

Le CAC 40 a progressé de près de 18 %, soit 42 % en deux ans, en dépit des hausses successives des taux de la BCE mais étant porté par de nombreuses fusions acquisitions et la bonne conjoncture économique.

Sur le plan mondial, les indices boursiers des pays émergents ont réalisé d'excellentes performances. De même, le Dow Jones a enregistré une hausse de plus de 12 %. Seul le Nikkei, pénalisé par un Yen fort dans son appréciation par rapport au \$ US et par une reprise très lente de son économie, est resté en retrait.

Si l'activité mondiale en 2006 a surpris agréablement, 2007 risque d'être moins favorable. Le FMI prédit un

ralentissement de l'économie mondiale notamment aux Etats-Unis.

ACTIVITÉ DE LA BANQUE

Au cours de l'année 2006, BESV a continué à exercer ses différents métiers dans le domaine de la banque d'entreprise, des financements spécialisés et des activités de trésorerie.

1. Département des Particuliers

L'action du Département des Particuliers se déploie sur trois activités complémentaires : la gestion des Clients particuliers portugais de la BESV, l'assistance des Clients de la Banque Espírito Santo résidents en France et le transfert de fonds vers le Portugal effectué par ces clients à l'abri d'une convention de prestation de services.

Après une année 2005 décevante au niveau des transferts de fonds vers le Portugal, liée à l'entrée en vigueur de la Directive Européenne de l'Épargne, cette activité a retrouvé, en 2006, un grand dynamisme dans ce domaine qui devrait se traduire par une augmentation de l'ordre de 7% selon les dernières données fournies par la Banque du Portugal.

Profitant de ce climat favorable, le Département des Particuliers pour cette dernière activité a clôturé l'année avec une augmentation de 9,7% par rapport à 2005, dépassant ainsi la croissance du marché.

2. Banque Commerciale

La Banque Commerciale s'est développée autour de deux pôles :

- L'Exploitation Bancaire
- Les Financements Spécialisés qui couvrent trois départements : les Financements Structurés, l'Immobilier et les Rachats de Créances.

2.1. Exploitation Bancaire

L'Exploitation Bancaire développe son activité auprès des entreprises françaises ou étrangères (ces dernières pour l'essentiel originaires de la péninsule ibérique), soit

exportatrices directes, soit au travers de leurs filiales. S'appuyant sur le professionnalisme et le multilinguisme de son équipe de gestionnaires et d'assistantes, le Département fonde son développement sur une présence accrue auprès de ses clients et l'entrée de nouvelles relations. Tout en intervenant essentiellement dans le financement court terme du cycle d'exploitation, le Département apporte des réponses rapides et adaptées aux besoins spécifiques de ses clients et fait évoluer les moyens modernes de communication mis à leur disposition. De par son expérience, BESV est en mesure d'appuyer aussi ses clients dans leurs opérations de commerce international.

BESV intervient enfin dans la mise en place de solutions personnalisées de gestion de trésorerie ou de change. Le Département s'attache à développer les synergies avec le Groupe Espírito Santo en s'appuyant sur les entités du Groupe et en affirmant la présence de ce dernier en France. Partie intégrante du Département, le secteur de la clientèle privée continue d'offrir des services limités en matière de gestion de compte et de placements en différentes devises.

2.2. Financements Spécialisés

Financements Structurés

Le Département des Financements Structurés propose l'arrangement, la prise ferme et la syndication de dettes senior pour des montages LBO en faveur d'entreprises de taille moyenne (valeur d'entreprise de 20 millions d'euros à 150 millions d'euros), des financements d'acquisition et, plus généralement, tout crédit permettant d'acquiescer une société, un actif, ou de développer un projet en liaison directe avec les activités de l'entreprise. La BESV participe également à des syndications nationales et internationales sur des opérations de LBO et est par ailleurs active sur le marché secondaire de la dette au travers d'opérations d'achat/vente de positions. Son équipe dédiée et expérimentée assure une coordination complète des expertises, tant en terme d'ingénierie financière que de stratégie fiscale et juridique. La BESV

accompagne ses clients tout au long de leurs projets et notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe et assure la fonction d'Agent des crédits et des sûretés des opérations pendant toute la durée des financements. Par ailleurs, la taille humaine de BESV procure des circuits de décision courts garantissant la réactivité indispensable à la conclusion, dans les meilleures conditions, des opérations.

En 2006, la BESV a arrangé et syndiqué la transaction CTR Leyton, un des spécialistes français dans la réduction de coûts, et a participé à une quinzaine de transactions LBO tant en France que sur l'Europe Continentale.

Département Immobilier

Durant l'exercice 2006, le Département Immobilier a connu une activité soutenue avec une production mensuelle moyenne supérieure à 20 millions d'euros. Les encours moyens de décembre 2006 se sont élevés à : 416,2 millions d'euros dont 27,5 millions d'euros d'engagements hors bilan ou de crédits confirmés non utilisés liés à des crédits travaux à décaisser en fonction des situations d'avancement des chantiers. En décembre 2005, ces encours étaient respectivement de 345,5 millions d'euros et 37,7 millions d'euros.

Le Département Immobilier a poursuivi la stratégie passée et a maintenu ses domaines d'intervention aux opérations suivantes :

- Activité limitée au financement d'acquisition et de rénovation d'opérations de marchands de biens, pour des immeubles principalement à usage d'habitation ou mixte, ainsi qu'au financement d'opérations de promotion immobilière de logements.
- Les biens immobiliers sont situés en majeure partie à Paris intra muros et dans la proche banlieue, et enfin, plus rarement dans quelques grandes villes de province affichant un dynamisme pérenne souvent situées dans la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Concomitamment l'équipe du Département a été renforcée avec de nouvelles compétences pour permettre en particulier de :

- Accroître la surveillance du marché qui peut être qualifié de mature ;
 - Assurer un strict suivi de la gestion des crédits en cours avec en particulier le traitement des paiements de travaux et le contrôle des chantiers en cours ;
 - Constituer une cellule de syndication ;
 - Accompagner les dispositions règlementaires dans le domaine de la prévention du blanchiment des capitaux.
- Pour 2007, le Département Immobilier ne prévoit pas une augmentation significative des encours mais envisage de porter ses efforts sur la syndication des opérations de telle manière à optimiser les possibilités offertes par sa connaissance du secteur.

Rachat de créances et Fonds Communs de Créances

Ce secteur participe au financement et à l'acquisition, par des professionnels, d'opérations de rachats de créances, sur le marché secondaire, de créances bancaires (prêts hypothécaires, prêts et crédits à moyen terme) performantes ou douteuses contractées sur des particuliers ou des entreprises. Ces achats sont réalisés soit ligne par ligne, soit par portefeuille complet. Ces créances sont ensuite conservées par la banque ou recédées à d'autres intervenants financiers.

Parallèlement, la banque intervient comme dépositaire ou gestionnaire de créances de Fonds Communs de Créances.

2.3. Répartition par secteur

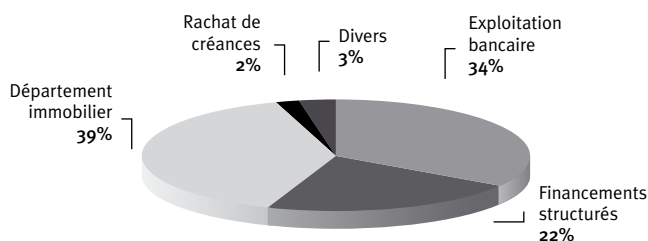
Les emplois moyens de la Banque Commerciale, pour l'année 2006, se répartissent ainsi :

<i>en millions d'euros</i>	Emplois utilisés	Part non utilisée des crédits confirmés	Autres engagements hors bilan	Total emplois pondérés
Exploitation bancaire	253,7	44,1	186,2	319,8
Financements Structurés	186,8	49,4	1,3	212,1
Département Immobilier	352,2	25,8	9,9	368,2
Rachats de Créances	18,8	0,1	3,0	20,4
Total financements spécialisés	557,8	75,3	14,2	600,7
Divers	22,4	-	2,5	23,7
Total Banque Commerciale	833,9	119,4	202,9	944,2

Parallèlement, le PNB récurrent de la Banque Commerciale se décompose ainsi :

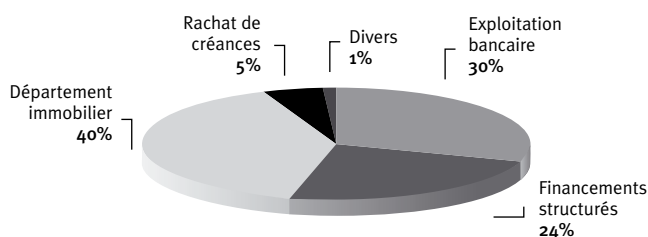
<i>en millions d'euros</i>	2005	2006	Variations
Exploitation Bancaire	8,31	7,15	- 13,9%
Financements Structurés	8,03	5,89	- 26,6%
Département Immobilier	5,98	9,60	+ 60,4%
Rachats et Fonds Communs de Créances	1,48	1,25	-15,4 %
Total Financements Spécialisés	15,49	16,74	+ 8,1 %
Divers	0,19	0,29	+ 47,4 %
Total Général	23,99	24,18	+ 0,8%

RÉPARTITION DES EMPLOIS PONDÉRÉS CALCULÉS SELON LE RATIO COOK DE LA BANQUE COMMERCIALE EN 2006



L'augmentation des encours moyens pour l'année 2006 résulte d'une progression sensible de la production des nouveaux crédits due principalement au développement du Département immobilier qui a permis de compenser le retrait observé dans les autres secteurs.

RÉPARTITION DU PRODUIT NET BANCAIRE RÉCURRENT 2006 DE LA BANQUE COMMERCIALE



Globalement, la banque commerciale progresse de 0,8 % malgré un coût du refinancement plus élevé lié à une modification des taux de référence internes retenus.

2.4. Activité de trésorerie

Le rôle principal de la salle des marchés est d'assurer le refinancement de la Banque et de servir la clientèle pour des opérations de taux, de dépôts et de change.

La BESV exerce également une activité de dépositaire et d'émission de valeurs mobilières pour le compte de fonds et de sociétés d'investissements.

Ces différentes activités ont permis de dégager, en 2006, un PNB de 3,16 millions d'euros, à comparer à 1,85 millions d'euros pour l'exercice précédent. Cette forte progression des résultats de la trésorerie provient essentiellement de la modification des taux de référence interne retenus pour le coût du refinancement.

ANALYSE DES COMPTES

1. Résultats

Les résultats évoluent de la manière suivante :

en millions d'euros	2004	2005	2006	VARIATION 2006 PAR RAPPORT 2005
Produit net bancaire	27,3	28,1	32,7	-
Retraitement	<1,->	-	<1,1>	-
Produit net bancaire récurrent	26,3	28,1	31,6	+ 12,2%
Frais généraux récurrents	<14,7>	<14,3>	<14,9>	+ 3,9%
Résultat d'exploitation	11,6	13,8	16,7	+ 20,9%
Coût du risque	<4,4>	<4,8>	<3,2>	-
Éléments non récurrents	<1,2>	<0,2>	1,6	-
Éléments exceptionnels	0,5	2,-	-	-
Impôts sur les sociétés	<1,6>	-	<6,2>	-
Participation des salariés	-	-	<0,7>	-
Résultat net après impôts	4,86	10,87	8,2	- 24,5%
Coefficient d'exploitation	55,8 %	50,9 %	47,1%	-

- La progression du PNB récurrent provient principalement du développement du Département immobilier qui a permis de compenser la diminution constatée dans les autres secteurs.
- La croissance du PNB récurrent, accompagnée d'une stabilité des frais généraux, a entraîné une augmentation très sensible du résultat d'exploitation récurrent.
- Les absences d'impôts sur les sociétés et de provision pour la participation des salariés en 2005 tirent leur origine à partir des dotations aux provisions sur clients douteux qui ont pu être considérées comme déductibles en 2005 alors qu'en 2004 ces provisions, pour ces mêmes clients, n'avaient pas pu être déduites du résultat imposable. En revanche, en 2006 le coût du risque concerne essentiellement des provisions pour clients douteux non déductibles.
- Le bénéfice net après impôts s'élève à 8,21 millions d'euros contre 10,87 millions d'euros pour 2005.
- Le coefficient d'exploitation récurrent continue à diminuer et est ramené à 47,1 %.

2. Analyse des résultats par pôle d'activité

<i>en millions d'euros</i>	Exploitation bancaire	Financements spécialisés	Trésorerie et institutionnels	Gestion générale et divers	Total
PNB après coût des opérations	6 082,5	16 709,6	3 070,2	4 265,2	30 127,5
Contribution de l'activité après imputation des coûts directs	4 277,8	14 602,2	2 133,1	3 872,6	24 885,7
Résultat d'exploitation après coûts indirects	3 022,1	12 801,4	1 660,7	2 724,9	20 209,1
Frais généraux non répartis					<3 511,8>
Résultat d'exploitation					16 697,3

GESTION ET CONTRÔLE DES RISQUES

La BESV exerce une gestion rigoureuse, exhaustive et prudente de ses risques et adapte les processus de maîtrise des risques à l'évolution de ses activités.

1. Système de décision et dispositif de surveillance

Système de décision

L'examen en Comité de Crédit hebdomadaire, tenu à jour et heure fixes, est le point de passage obligé de toute décision d'engagement de la Banque ainsi que de toute décision de prorogation en l'état ou de modification de tout engagement préalablement accordé portant sur les montants, échéances, conditions, formes d'utilisation, covenants ou garanties.

- Les dossiers sont présentés par l'exploitant concerné en présence du responsable du département appelé à donner son avis sur la demande.
- Ce Comité de Crédit hebdomadaire est conduit par le Président-Directeur Général, assisté du Directeur Général Délégué, qui le remplace en son absence.
- Le Directeur des Risques, le Secrétaire Général, le Responsable des Engagements, le Directeur de l'Exploitation Bancaire, le Directeur de la Trésorerie et le Contrôleur Général sont membres permanents du Comité qui se réunit également en présence d'un représentant du Comité d'Audit. Les exploitants concernés par la présentation des dossiers ou intéressés par le secteur d'activité participent au Comité.

- Le Président du Comité de Crédit prend la décision d'engagement après avoir entendu les avis des participants et pris connaissance de l'opinion critique émise par écrit, avant la tenue du Comité, par la Direction des Engagements.
- Les dossiers présentés au Comité comportent une documentation détaillée sur le client et sa situation financière, ses actionnaires, ses marchés, ses cycles et ses perspectives d'évolution.
- Les modifications demandées par rapport aux concours antérieurement consentis sont clairement identifiées ainsi que les concours accordés aux autres entités considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation bancaire.
- Compte tenu des impératifs de réactivité, le passage en Comité de Crédit hebdomadaire peut être précédé d'un examen et d'une décision positive en Comité de Crédit restreint : les règles de fonctionnement, participants et quorum, et de prise de décision lors de ces comités sont identiques à celles qui s'appliquent au Comité de Crédit régulier.
- Le Comité restreint ne se distingue donc du Comité régulier que par le côté impromptu de sa convocation, l'unicité du dossier à examiner et au niveau commercial par la présence du seul exploitant concerné.
- Le Comité d'ouverture de comptes traite également des nouvelles entrées en relation qu'elles soient accompagnées ou non d'une demande de concours.

Dispositif de surveillance

- Le service des Engagements surveille les utilisations et intervient auprès des exploitants concernés lors de tout tirage non autorisé ou dépassement de la limite autorisée. A cet effet, des états de surveillance sont produits chaque matin à l'intention du service des Engagements ainsi que des exploitants qui ont également la possibilité de faire suspendre l'exécution de certaines opérations qui provoqueraient des dépassements non autorisés.

- Les concours accordés sont revus chaque année et les échéances de révision sont surveillées par le service des Engagements. Si la documentation nécessaire à l'examen du renouvellement n'est pas disponible, un report d'échéance temporaire et dûment motivé par l'exploitant, peut être accordé par le Comité de Crédit.

Le Comité mensuel des financements structurés, qui n'est pas un Comité d'engagement, analyse l'ensemble du portefeuille en cours du Département, examine les éventuelles possibilités de cession d'opérations en portefeuille et d'acquisition d'opérations nouvelles.

- Le Comité immobilier analyse également, une fois par trimestre, l'ensemble du portefeuille du département en privilégiant l'examen des dossiers de promotion immobilière ou de rénovation lourde dont la gestion impose un suivi rapproché.

- Lorsque des concours accordés deviennent préoccupants, soit en raison du client, soit en raison de son environnement, le dossier peut, à la demande de l'exploitant, de la Direction des Risques ou du Comité de Crédit, être transféré dans la liste des « clients à surveiller » même en dehors de tout incident de paiement.

- Une revue des dossiers sous statut « clients à surveiller », effectuée sur une base trimestrielle, peut décider le retour au statut ordinaire antérieur, le maintien sous surveillance ou le transfert au Service Juridique et Contentieux, ainsi qu'une extension éventuelle des garanties constituées.

- La liste des « clients à surveiller » ainsi que la liste des dossiers suivis par le Service Juridique et Contentieux

font l'objet d'un examen trimestriel en comité spécifique en vue de constituer, augmenter ou réduire les éventuelles provisions affectées.

2. Maîtrise des risques de marché

- La banque n'a pas d'activité de marché proprement dite. La salle des marchés a pour mission principale le refinancement des actifs de la banque et le service à la clientèle. Néanmoins, des limites de change et de taux ont été établies par la direction générale. Des états quotidiens de surveillance des risques de taux, de liquidité et de change sont produits. La gestion actif et passif n'est pas organisée en centre de profit.

- Le Comité de trésorerie de la banque se réunit hebdomadairement et intervient d'une manière générale sur les risques de taux, de liquidité et de change de la banque.

Le risque de taux

- La banque établit quotidiennement deux types d'instruments qui permettent d'assurer le suivi du risque de taux.

- Un premier état recense l'ensemble des opérations en Euro et en devises étrangères en les ventilant par classe d'échéance prédéfinie et assortie chacune d'une limite de position ouverte. Les impasses sont ensuite cumulées et rapprochées de l'autorisation globale fixée par la direction générale. En outre, une position « duration » à 1 an est calculée et comparée à une limite maximum.

Un deuxième tableau mentionne la marge d'intérêt dégagée par classe d'échéance.

- Le risque y est également examiné en terme de variation de la marge d'intérêt et de la valeur économique. Cette analyse simule la valeur de la marge d'intérêt et de la valeur économique résultant de la couverture des impasses à partir des taux d'intérêt du marché et la variation de cette même valeur par rapport à une hausse ou une baisse durable des taux de 1 %.

- Les positions en risque de taux constatées à fin 2006 restent modestes et bien en deçà des limites imposées par la direction générale.

La grande majorité des opérations à l'actif du bilan sont

assorties de conditions d'intérêts à taux révisables dont le terme moyen est inférieur à 3 mois et dont le maximum excède rarement les 6 mois.

Le risque de liquidité

- Parallèlement aux différents états de gestion du risque de taux, la banque produit une situation recensant l'ensemble des flux de capitaux en les groupant par type d'échéance. Cet état permet d'analyser la structure des avoirs et engagements et d'envisager des solutions préventives en matière de liquidité.
- Le coefficient de liquidité et celui de ressources permanentes sur emplois établis à fin décembre 2006 font tous deux ressortir des pourcentages très supérieurs aux seuils minima qui sont respectivement de 100 % et 60%.

Le risque de change

- Les positions de change de la banque sont peu significatives. La banque ne poursuit pas d'activité de « trading » et est, par conséquent, peu exposée au risque de change

3. Analyse des risques de contreparties

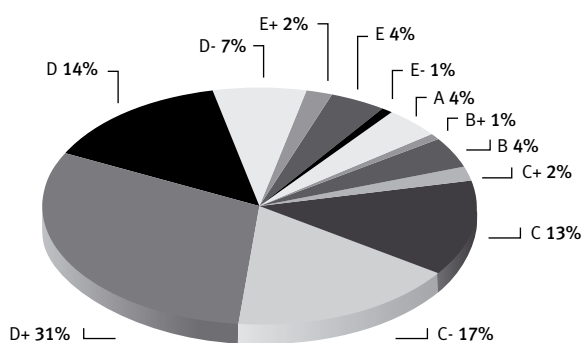
Répartition des encours de crédit par notation interne

Pour mémoire, la banque utilise un système de notation interne mis au point en 2003 :

- l'échelle de notation permet une différenciation significative des risques de crédits (12 catégories d'encours sains et une catégorie d'encours douteux) ;
- les encours de crédits aux entreprises sont répartis en 4 classes (Exploitation Bancaire, Financements Structurés, Rachats de Créances et Opérations Immobilières) bénéficiant chacune d'une grille de notation adaptée ;
- le système de notation autorise enfin le passage de la notation de la contrepartie à la notation de la transaction qui intègre les garanties dont les opérations peuvent bénéficier.
- les notations sont attribuées à chaque présentation de la demande de crédit en comité, puis régulièrement revues sous le contrôle de la Direction des Risques.
- La notation interne est intégrée à l'analyse dans le

cadre de la méthode du raroc: le coût du risque est déterminé à partir des probabilités de défaillance qui ont été calculées pour chaque classe de notation.

RÉPARTITION DES ENCOURS DE CRÉDITS AUX ENTREPRISES CLASSÉS PAR NOTATION INTERNE



Engagements sur le secteur immobilier

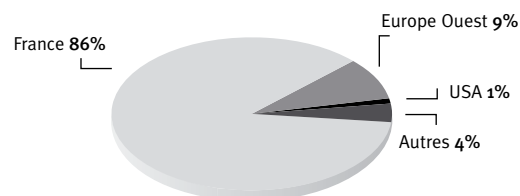
La banque consacre une part significative de ses interventions dans le secteur immobilier en suivant une politique sélective et prudente des opérations :

- **Financement des Opérations de Marchands de biens** (2 ans) portant majoritairement sur des immeubles d'habitation à Paris ou dans la banlieue parisienne et de manière très sélective sur des bureaux destinés à être transformés en habitation ou sur du commercial ;
- **Promotions immobilières** avec des intervenants de qualité et en s'appuyant sur une méthodologie et un contrôle des opérations conformes aux standards de la profession ;
- **Toute autre opération** à caractère exceptionnel est analysée de manière restrictive et au cas par cas ;
- **L'investisseur** doit apporter des fonds propres ou des garanties externes représentant au minimum 20% de la valeur du bien financé qui est expertisé systématiquement par un expert agréé par la banque avant décaissement ;
- **Dans tous les cas**, le financement est garanti par une hypothèque en 1^{er} rang.

RÉPARTITION DES CONCOURS IMMOBILIERS
PAR DESTINATION DES IMMEUBLES



REPARTITION DES RISQUES PAR PAYS - HORS BILAN

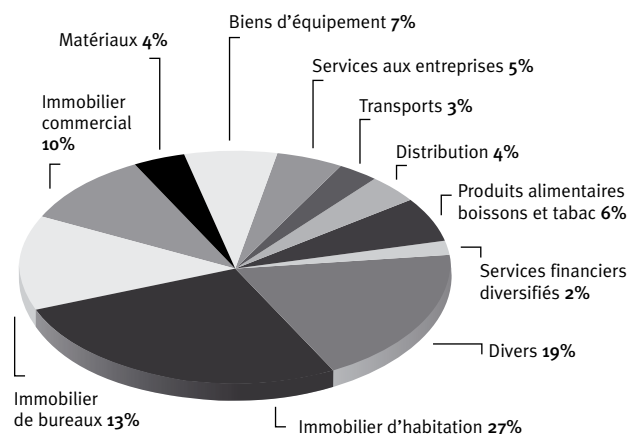


La nomenclature des secteurs d'activité a été revue pour répondre à un objectif d'harmonisation de la communication au sein du groupe Espírito Santo.

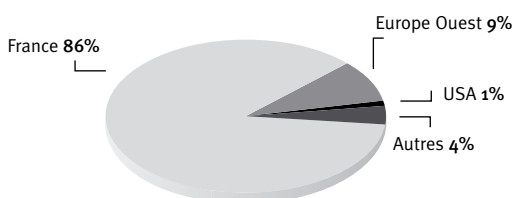
Ventilation des encours par zones géographiques et secteurs d'activité :

- la majorité des encours est concentrée sur des entreprises françaises et de l'Europe de l'Ouest ;
- les encours de crédits sur les particuliers représentent moins de 1 % des emplois.

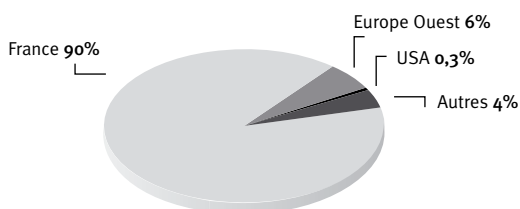
RÉPARTITION DES RISQUES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
(CONCOURS TIRÉS)



RÉPARTITION DES RISQUES PAR PAYS (CONCOURS TIRES)



REPARTITION DES RISQUES PAR PAYS (CONCOURS NON TIRES)



4. Plan de Continuité d'Activité

Le Plan de Continuité d'Activité s'inscrit dans le cadre de la maîtrise par la Banque de ses risques opérationnels et pour répondre aux dispositions réglementaires. Ainsi, le Comité de Réglementation Bancaire Français et le Comité de Bâle ont introduit l'obligation de mettre en place des plans de continuité assurant la pérennité de l'activité en cas d'évènements graves.

Les réflexions entamées en 2004, après avoir défini différents scénarios de crise auxquels la BESV pouvait être confrontée, avaient abouti en juillet 2005 à l'élaboration d'un document opérationnel de gestion de crise.

En 2006 ce document a été actualisé pour, d'une part englober la continuité de notre site WEB, d'autre part assurer la pérennité de l'activité en cas de rupture de nos télécommunications avec notre site central hébergé à distance. Deux exercices de secours informatique ont par ailleurs été conduits par la BESV, sur son site de secours localisé dans la région parisienne. Un autre exercice de secours a

été effectué par un sous-traitant, en présence de la BESV. La BESV a également, pour la première fois, testé avec succès sa capacité à reprendre la gestion de ses créances sous-traitées en cas de disparition de son mandataire. En 2007, le Plan de Continuité d'Activité sera actualisé et complété notamment des dispositions à prendre pour un retour à la normale, lors d'une sortie de crise.

5. Evolution des encours douteux et provisions spécifiques

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des provisions sur encours douteux et des provisions spécifiques :

<i>en milliers d'euros</i>	Provisions au 31.12.2005	Dotations 2006	Reprises utilisées 2006	Reprises disponibles 2006	Variation de change 2006	Provisions au 31.12.2006
Provisions sur risques crédits moyen et long terme	11	-	-	-	-	11
Provisions sur intermédiaires financiers	398	-	-	-	-	398
Provisions sur dossiers contentieux	15 394	9 405	4 093	739	-23	19 944
Créances irrécouvrables	-	2	-	-	-	-
Rentrées sur créances amorties	-	-	-	147	-	-
Provisions sur crédits performants mis en observation	24 104	7 670	648	14 190	-152	16 784
Provisions pour engagements hors bilan	432	6	-	-	-	438
Provisions pour litiges	2 815	1 905	-	655	-	4 065
Total	43 154	18 988	4 741	15 731	-175	41 640
Dotations nettes 2006	-	3 257	-	-	-	-

COMPARAISON DES PROVISIONS PAR RAPPORT AUX ENCOURS DOUTEUX AU 31/12/2006

<i>En milliers d'euros</i>	provisions	Encours douteux	%
Provisions sur intermédiaires financiers	398	398	100,0
Provisions sur dossiers contentieux	19 943	24 242	82,3
Provisions sur crédits performants mis en observation	16 784	39 162	42,9
Provisions pour engagements hors bilan	438	1 425	30,7
Total	37 563	65 227	57,6

ÉVOLUTION ET ACTIVITÉ DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

LOCAUMAT

Ancien établissement financier implanté à Monaco, cette société a cessé toute production de nouveaux crédits depuis le 2^{ème} trimestre 1996, mais continue à gérer les concours consentis à la clientèle de forains ainsi que les encours contentieux. Le résultat de cette société s'est traduit en 2006 par une perte nette de 0,66 million d'euros après reversement de 0,974 million d'euros à sa maison-mère au titre d'une clause de retour à meilleure fortune.

Par ailleurs, Locaumat a confié le recouvrement de ses créances à une société spécialisée dans ce domaine. En outre BESV a consenti à cette société des promesses de vente sur la totalité du capital de sa filiale. Ces options d'achat pourront être éventuellement exercées pour la moitié des actions au plus tôt le 1er juin 2007 et un an plus tard pour le solde.

SAGEFI

Société financière implantée en Guadeloupe et en Martinique qui finance un portefeuille clients de commerçants. Elle assure également pour leur compte les services de recouvrement et de gestion de contentieux. SAGEFI a réalisé, en 2005, un résultat net après impôts de 0,419 million d'euros à comparer à 0,774 million d'euros au titre de l'exercice précédent. BESV est actionnaire de référence de SAGEFI et détient 38,78 % du capital aux côtés des deux dirigeants mandataires sociaux qui possèdent le solde du capital, soit 61,22 %.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE MARCHAND DE BIENS (SLMB)

Cette société est propriétaire de maisons d'habitation, situées dans la région parisienne, dont le permis de construire a été régularisé en 2003, après plusieurs années de procédure. En conséquence, ces villas ont été mises en vente et une a été vendue en 2006. Au 31 décembre 2006 le stock restant n'était plus constitué que de deux maisons. Les résultats de la société pour l'exercice 2006 se sont traduits par un bénéfice net de 0,004 million d'euros.

SCI DU 45 AVENUE GEORGES MANDEL

Cette société civile immobilière est propriétaire du siège social de la banque qui est situé au 45 avenue Georges Mandel. Elle a dégagé en 2006 un bénéfice net de 0,324 million d'euros contre 0,215 million d'euros pour 2005.

OMNIUM LYONNAIS DE PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES (OLPI)

L'Omnium Lyonnais de Participations Industrielles (OLPI) a cédé en 2005 le dernier actif immobilier qu'il détenait et a dégagé un résultat net très légèrement positif à comparer à 0,037 million d'euros pour l'exercice précédent.

AFFECTATION DU RESULTAT

Il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de décider d'affecter le résultat de l'exercice 2006 de 8 208 270,46 euros de la manière suivante :

Bénéfice net de l'exercice	8 208 270,46
· à la réserve légale	410 413,52
· laissant un bénéfice distribuable de	7 797 856,94
· sur lequel il est proposé de verser aux actionnaires un dividende de	3 250 935,16
· et de porter en autres réserves	4 546 921,78

Le dividende d'un montant de 3.250.935,16 euros à verser aux actionnaires de la BESV, correspond à une distribution de 0,935 euro par action. Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale prend acte qu'au titre de l'exercice 2003 un dividende de 1 686 313,96 euros a été versé aux actionnaires (soit 0,485 euro par action ouvrant droit à un avoir fiscal), qu'au titre de l'exercice 2004, un dividende de 2 260 008,40 euros a été versé aux actionnaires (soit 0,65 euro par action) et qu'au titre de l'exercice 2005, un dividende de 2 712 010,08 euros a été versé aux actionnaires (soit 0,78 euro par action).

ACTIONNARIAT

Au 31/12/2006, le capital de la BESV était composé de 3.476.936 actions de 15 euros de valeur nominale et se répartissait ainsi :

GROUPE ESPÍRITO SANTO	82 %
ESPÍRITO SANTO FINANCIÈRE SA – ESFIL	42 %
ES TECH VENTURES (holding qui regroupe les participations internationales du BES) société détenue à 100 % par le BANCO ESPÍRITO SANTO	40 %
INTESA SANPAOLO-SPA	18 %

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Veillez trouver ci-joint les informations jugées significatives par votre conseil et se rapportant aux différents aspects de la composition, de l'organisation et des modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration de la BESV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 2006

La BANQUE ESPÍRITO SANTO ET DE LA VENETIE est une société anonyme à Conseil d'Administration. Le Président, M. Christian Ménard exerce les fonctions de Directeur Général et est assisté de Monsieur Joaquim de Sá Nogueira, Directeur Général Délégué.

Les statuts ne prévoient aucune limitation particulière des pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué, qui s'exercent conformément aux lois et règlements en vigueur, aux statuts et aux orientations arrêtées par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration détermine la stratégie et les orientations de l'activité de la banque, veille à leur mise en œuvre et arrête ses comptes. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Au cours de l'année 2006, le conseil s'est réuni quatre fois.

Au 31 décembre 2006, il était composé de :

ANTÓNIO LUIS ROQUETTE RICCIARDI

Président d'Honneur

CHRISTIAN MÉNARD

Date de début de mandat : 12 avril 2002

Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2007

Fonction exercée dans la société : Président-Directeur Général

Nombre d'actions détenues : 10

Autres fonctions exercées :

· Président Directeur-Général de OLPI

· Président Délégué de LOCAUMAT

· Représentant permanent de la BESV au Conseil

d'Administration de SAGEFI et de la SOCIÉTÉ LYONNAISE

DE MARCHANDS DE BIENS

Gérant de la SCI du 45 AVENUE GEORGES MANDEL

JOAQUIM GERMOND DE SÁ NOGUEIRA

Date de début de mandat : 24 juillet 2001

Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2006

– Renouvellement proposé à l'Assemblée

Fonction exercée dans la société : Directeur Général Délégué

Nombre d'actions détenues : 10

Autres fonctions exercées :

· Représentant permanent de la BESV au Conseil

d'Administration de OLPI

PEDRO MENÉRES CUDELL

Date de début de mandat : 26 avril 2004

Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2009

Principale fonction exercée :

Directeur Coordinateur du Département Corporate

International du BANCO ESPÍRITO SANTO

Nombre d'actions détenues : 17

JOSÉ MANUEL ESPÍRITO SANTO SILVA

Date de début de mandat : 9 mai 2006
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2011
Principale fonction exercée : Vice-Président
de ESPÍRITO SANTO FINANCIAL GROUP
Nombre d'actions détenues : 20

RICARDO ESPÍRITO SANTO SILVA SALGADO

Date de début de mandat : 9 mai 2006
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2011
Principale fonction exercée : Président
de ESPÍRITO SANTO FINANCIAL GROUP
Nombre d'actions détenues : 20

LAURA FEBBRARO

Date de début de mandat : nomination du 19 mai 2005
ratifiée le 25 juillet 2005
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2008
Principale fonction exercée : Administrateur
de la BANQUE PALATINE
Nombre d'actions détenues : 2

JACKSON B. GILBERT

Date de début de mandat : 24 juillet 2001
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2006
Principale fonction exercée : Président
de ESPÍRITO SANTO FINANCIAL SERVICES
Nombre d'actions détenues : 13

ANTONIO GAROMBO

Date de début de mandat : 31 octobre 2003
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2008
Principale fonction exercée : Directeur du
Bureau de Représentation de INTESA SANPAOLO à Paris
Nombre d'actions détenues : 2

PHILIPPE GUIRAL

Date de début de mandat : 9 mai 2006
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2011
Principale fonction exercée : Administrateur
de ESPÍRITO SANTO FINANCIAL GROUP
Nombre d'actions détenues : 10

MÁRIO MOSQUEIRA DO AMARAL

Date de début de mandat : 12 avril 2002
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2007
Principale fonction exercée : Membre du Comité Exécutif
du BANCO ESPÍRITO SANTO SA
Nombre d'actions détenues : 20

ALAIN MORVAN

Date de début de mandat : 25 juillet 2005
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2010
Principale fonction exercée : Administrateur
de ESPÍRITO SANTO FINANCIAL GROUP
Nombre d'actions détenues : 2

PIERO ZANETTIN

Date de début de mandat : 9 mai 2006
Date de fin de mandat : AGO sur exercice 2011
Nombre d'actions détenues : 13

LES COMITÉS

Le Comité des Rémunérations

Composé de 3 administrateurs : Messieurs PHILIPPE GUIRAL, MÁRIO MOSQUEIRA DO AMARAL et PIERO ZANETTIN, il propose au Conseil les critères de détermination de la rémunération des mandataires sociaux et veille à leur application.

Le Comité d'Audit

Composé de 4 membres dont 3 administrateurs : Messieurs JACKSON GILBERT, PEDRO CUDELL, PIERO ZANETTIN et FRANCISCO NORTON DE MATOS, il procède à tout contrôle qu'il juge opportun.

PERSPECTIVES

L'année 2007 s'annonce plus difficile et plus complexe que 2006.

Les risques économiques (choc pétrolier, déficit américain, décélération brutale de l'économie chinoise, crises budgétaires liées à l'évolution démographique, bulle immobilière, surendettement) ont tous augmenté de même que pratiquement tous les risques environnementaux (changement climatique, eau potable, inondations, typhons et tempêtes tropicales) sans oublier les risques politiques (terrorisme international, prolifération des armes nucléaires, guerres civiles, instabilité au Moyen-Orient).

Les perspectives économiques deviennent en conséquence plus incertaines. Le ralentissement de l'économie américaine pourrait être délicat et menacer la croissance Européenne.

Les politiques monétaires s'avèrent moins prévisibles. Dans un environnement où les risques inflationnistes demeurent et où la spéculation financière est très présente, les Banques Centrales peuvent encore durcir leur politique monétaire et réduire la liquidité.

Les élections, en France, risquent de peser sur l'activité économique, notamment sur les investissements au cours du 1er semestre.

Le ralentissement du marché immobilier peut présenter des phases de décélération plus sévères que prévu.

Dans ce contexte incertain mais néanmoins marqué par la prévision d'un taux de croissance en progression en Europe, la BESV s'attachera à consolider ses positions dans les crédits immobiliers et les crédits structurés à effet de levier, tout en dynamisant la banque de l'entreprise. La recherche de nouveaux créneaux et de nouvelles activités sera également un axe prioritaire en 2007.

Afin de satisfaire pleinement aux exigences de Bâle II, de l'IFRS et de la lutte anti-blanchiment, la banque continuera à faire évoluer ses systèmes et ses processus de contrôle interne.

Pour coûteux qu'ils soient, les projets développés pour gérer les risques opérationnels et la conformité permettent d'améliorer les processus et la productivité.

En 2007, elle s'attachera particulièrement au pilotage de la rentabilité et à la maîtrise des coûts que l'alourdissement des contraintes réglementaires tend à accroître. Créativité, dynamisme, remise en cause permanente et maîtrise des risques resteront les lignes politiques majeures pour 2007.

Bilan au 31 décembre 2006

montants en milliers d'euros

ACTIF	NOTES	2005	2006
Caisses, banques centrales, comptes courants postaux		7,136	7,468
Effets publics et valeurs assimilées	7	619	—
Créances sur les établissements de crédit	2	353,795	249,995
Opérations avec la clientèle	3	857,199	931,102
Obligations et autres titres à revenu fixe	7	2,853	2,977
Actions et autres titres à revenu variable	7	46	48
Participations et autres titres détenus à long terme	9	1,124	1,126
Parts dans les entreprises liées	9	1,542	893
Crédit-bail et location avec option d'achat	8	738	424
Location simple		—	—
Immobilisations incorporelles	9	718	778
Immobilisations corporelles	9	14,867	14,666
Capital souscrit non versé		—	—
Actions propres		—	—
Autres actifs	10	1,353	781
Comptes de régularisation	11	5,251	5,805
TOTAL DE L'ACTIF		1,247,241	1,216,063
HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNÉS			
Engagements de financement	22	134,215	118,414
Engagements de garantie	22	213,652	223,546
Engagements sur titres	22	1,000	—

montants en milliers d'euros

PASSIF		2005	2006
Banques centrales, comptes courants postaux		—	—
Dettes envers les établissements de crédit	12	640,680	468,582
Opérations avec la clientèle	13	154,709	165,127
Dettes représentées par un titre	14	328,267	440,305
Autres passifs	15	2,548	6,823
Comptes de régularisation	16	8,381	8,446
Provisions	17	6,097	7,189
Dettes subordonnées	18	27,723	35,340
Fonds pour risques bancaires généraux	19	657	657
Capitaux propres (hors FRBG)	19	78,179	83,594
· Capital souscrit	19	52,154	52,154
· Primes d'émission	19	8,380	8,380
· Réserves	19	6,367	14,524
· Écarts de réévaluation		—	—
· Provisions réglementées et subventions d'investissement	19	409	328
· Report à nouveau		—	—
· Résultat de l'exercice (+/-)	19	10,869	8,208

TOTAL DU PASSIF		1,247,241	1,216,063
------------------------	--	------------------	------------------

HORS BILAN - ENGAGEMENTS REÇUS			
Engagements de financement	22	190,292	255,850
Engagements de garantie	22	17,445	22,194
Engagements sur titres	22	—	—

Compte de Résultat

montants en milliers d'euros

	NOTES	2005	2006
+ Intérêts et produits assimilés	25	56,072	60,914
- Intérêts et charges assimilées	25	34,704	35,650
+ Produits sur opérations de credit bail et assimilés	25	503	458
- Charges sur opérations de credit bail et assimilés	25	374	311
+ Produits sur opérations de location simple		—	—
- Charges sur opérations de location simple		—	—
+ Revenus de titres à revenu variable	26	252	668
+ Commissions (produits)	27	6,949	6,185
- Commissions (charges)	27	634	567
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	28	-147	313
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	29	37	147
+ Autres produits d'exploitation bancaire	30	234	528
- Autres charges d'exploitation bancaire	31	61	24
PRODUIT NET BANCAIRE		28,127	32,661
- Charges générales d'exploitation	34 & 35	14,014	14,806
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	36	-48	370
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		14,161	17,485
+/- Coût du risque	32	-6,099	-3,257
RESULTAT D'EXPLOITATION		8,062	14,228
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	33	2,686	69
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		10,748	14,297
+/- Résultat exceptionnel	37	—	—
- Impôt sur les bénéfices	39	-51	6,182
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	38	70	93
RÉSULTAT NET		10,869	8,208